

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Siège
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 72

DECISION DU PRESIDENT

DU 25 MARS 2016

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE SEIZE, LE VINGT-CINQ MARS
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°29 – FINANCES – MODIFICATION DE LA DECISION N°19 PORTANT CREATION D'UNE REGIE DE RECETTES AUPRES DE LA
REGIE TERRITORIALE D'EAU POTABLE SUR LE SECTEUR DE TREMBLAY-EN-FRANCE**

Le Président,

Vu l'article L.5219-2, dans sa rédaction résultant de l'article 59 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu le décret n°2015-1660 du 11 Décembre 2015 fixant le périmètre de l'établissement public territorial «Paris Terres d'Envol»,

Vu l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,

Vu la délibération de l'établissement public territorial « Paris Terres d'Envol » en date du 11 janvier 2016 par laquelle le conseil territorial a délégué ledit jour, à son Président, et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions pour créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services du territoire,

Vu le décret N° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment son article 22,

Vu le décret N° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret N°66-850 du 15 Novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté ministériel en date du 3 Septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des établissements publics nationaux et au montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu l'instruction codificatrice N° 06-031-A-B-M en date du 21 Avril 2006 définissant les dispositions concernant les régies de recettes, les régies d'avances et les régies de recettes et d'avances des collectivités et établissements publics locaux,

Vu la décision n°19 du 16 février 2016 portant création de la régie de recettes auprès de la régie territoriale d'eau potable sur le secteur de Tremblay-en-France, rendue exécutoire le 29 février 2016, après avis conforme de Madame le comptable public assignataire de l'établissement public territorial «Paris Terres d'Envol» en date du 15 février 2016,

Vu l'avis conforme de Madame le comptable public assignataire de l'établissement public territorial «Paris Terres d'Envol» en date du 30 mars 2016.

DÉCIDE

Article 1 De modifier l'article 3 de la décision n°19 du 16 février 2016 comme suit :

«La régie a pour objet l'encaissement des produits suivants :

- Abonnement,
- Vente et achat d'eau,

Accusé de réception en préfecture
093-200023448-20160325-29-25-03
-2016-AU
Date de télétransmission :
04/04/2016

- Vente et achat des compteurs,
- Installation et renouvellement de branchements,
- Installation et renouvellement de branchements,
- Remboursement de travaux effectués par la Régie incombant aux abonnés.

Article 2 De modifier l'article 4 de la décision n°19 du 16 février 2016, comme suit :

«Les recettes désignées à l'article 3 seront encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Espèces (dans la limite de 300 € par opération),
- Virement,
- Chèque bancaire,
- Prélèvement automatique mensuel ou semestriel,
- Carte bancaire.

Elles sont perçues contre la remise à l'abonné de reçus détachés d'un journal à souches préalablement visé par le comptable public.»

Article 3 De modifier l'article 5 de la décision n°19 du 16 février 2016, comme suit :

«Pour la mensualisation, la demande de l'abonné devra être effectuée avant le 1^{er} décembre pour le premier semestre de l'année suivante et avant le 1^{er} juin pour le second semestre de l'année en cours.»

Article 4 De modifier l'article 7 de la décision n°19 du février 2016, comme suit :

«Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 170.000 euros dont 6.000 euros en numéraire.»

Article 5 Les autres articles demeurent inchangés.

Article 6 Le Président et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.


Article 7 Ampliation de la présente décision sera adressé à :

- Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis,
- Madame le comptable public assignataire de l'Etablissement Public Territorial «Paris Terres d'Envol».

Article 8 Il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil de Territoire

Pour extrait conforme

Le Président
Bruno BESCHIZZA



Accusé de réception en préfecture
093-200023448-20160325-29-25-03
-2016-AU
Date de télétransmission :
04/04/2016